

Une rupture démocratique inquiétante

Depuis janvier, des millions de français·es descendent dans la rue et se mettent en grève contre la réforme des retraites présentée par le gouvernement d'Elisabeth Borne. Parmi ces manifestant·es, des milliers de jeunes sont également mobilisés. Le caractère massif et répété de cette mobilisation est inédit depuis plusieurs années.

Le déclenchement de l'article 49-3 le 16 mars dernier à été un premier tournant : **les jeunes se sont encore plus massivement mobilisés face à ce qu'ils et elles perçoivent comme un déni de démocratie.** Dans les cortèges des manifestations et sur les réseaux sociaux, les messages contre le 49-3, devenu symbole de cette crise démocratique, se sont ainsi multipliés. La décision du conseil constitutionnel le 14 avril et la promulgation nocturne de la loi par le Président de la République ne semblent pas avoir apaisé l'inquiétude démocratique des français·es, et particulièrement des jeunes. C'est en tout cas ce que semblent indiquer les manifestations et rassemblements qui se multiplient depuis quelques semaines au cours des déplacements du président et du gouvernement.

A cela s'ajoute un contexte dangereux pour les libertés associatives et la liberté de manifestation entretenu notamment par certains choix du gouvernement, des préfetures, et de certaines législations émanant de la majorité présidentielle. **Cet état de fait doit nous alerter : une démocratie saine à besoin d'une société civile organisée engagée et critique pour perdurer.**

Cette mobilisation, et l'indifférence affichée face à bientôt quatre mois de grèves et de manifestations massives, soutenue par une large majorité de la population, doivent nous alerter. Comment s'étonner de la hausse de l'abstention des jeunes à chaque élection face au recours au 49-3 et à ce qui s'apparente à un refus net de trouver d'autres issues de la crise politique et démocratique que le passage en force ?

Si cette montée de l'abstention est trop souvent présentée comme la conséquence d'une jeunesse désabusée, il n'en est rien : les jeunes sont nombreux·es à s'engager, dans des associations, sur les réseaux sociaux, dans des syndicats, ou comme on l'a vu massivement ces dernières semaines, en manifestant. Les chiffres de l'Eurobaromètre flash nous indiquent par exemple que 57% des jeunes ont participé, au moins ponctuellement, aux activités d'une association. C'est bien la décrédibilisation croissante de nos institutions, de notre démocratie et le mépris des formes d'engagement des jeunes qui sont les causes de cette abstention, et non l'inverse.

Le FFJ travaille et alerte sur les questions démocratiques depuis longtemps déjà. La nécessité d'associer les jeunes et leurs organisations à l'élaboration et aux décisions politiques se fait toujours plus urgente, cette crise en est un nouvel exemple ! Continuer à nous mettre de côté, c'est nous éloigner toujours plus des formes d'expression démocratique dans toute leur diversité.

Face à cette crise politique majeure, aux enjeux sociaux et écologiques toujours plus pressants, nous appelons à remettre réellement la jeunesse au cœur de la démocratie, en entendant, et surtout en écoutant, les jeunes et leurs revendications.

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ), créé en 2012, est le porte-parole en France des organisations gérées et animées par des jeunes de moins de 30 ans. Il rassemble des structures très variées : associations, mouvements de jeunesse politiques, syndicats lycéens et étudiants.

Contact presse :
Samuel Béguin - Délégué général
dg@forumfrancaisjeunesse.fr
06 75 33 94 44d